



**Message de rassemblement et de résistance du Président de l'UNIR MN
aux filles et fils du Congo-Zaïre et à toutes les forces vives de la nation**

(paru à Kinshasa dans le journal «Le Potentiel », édition n° 3307 du lundi 20 décembre 2004)

Mes chers compatriotes,

Parmi les événements douloureux qui marqueront la fin tragique de l'année 2004 pour notre peuple, l'intervention de l'armée rwandaise au Congo dans des conditions incompatibles avec les principes de la Charte des Nations unies et nuisible à toute perspective d'une entente cordiale qui doit sceller une réconciliation future entre nos deux pays, résume mieux que tout autre les menaces et les risques qu'un grand pays en voie de disparition comme le notre doit savoir affronter. Dans les messages que je vous ai adressés aux mois de septembre, octobre et novembre derniers par la voie de la presse et de la télévision, j'ai attiré votre attention sur les risques de guerre civile et d'intensification des conflits que génère la persistance de l'instabilité et de l'insécurité entretenues par des « puissances occultes » dans nos terres orientales, et que n'ont été en mesure de juguler ni l'action militaire engagée en Ituri sous l'égide de l'Union européenne, ni la présence affirmée de la MONUC pourtant détentrice d'un mandat doté d'un pouvoir coercitif clair. La situation qui prévaut actuellement dans le Kivu montre que

ces risques n'ont pas été pris en considération ni par le gouvernement de la transition, ni par la Communauté internationale par l'entremise de la MONUC et du CIAT qui, dans un langage péremptoire, ne se contentent que de soutenir curieusement un processus délétère de la transition politique non viable, en affirmant qu'il n'y a pas d'alternative à la transition. Mais de quelle transition ? La situation en RDC est plus qu'explosive. L'analyse qu'en fait la communauté internationale ne semble cependant pas refléter les véritables réalités qu'on peut observer dans le jeu pernicieux des forces en présence. Ma préoccupation profonde est de vous dire que si nous ne prenons pas garde notre Kivu connaîtra le même sort que le Kosovo dans l'ex Yougoslavie.

Mes chers compatriotes, comment peut-on expliquer que le Rwanda puisse avoir l'audace de défier la communauté internationale en violant de nouveau et ce, malgré quelques protestations de pure forme, l'intégrité du Congo, s'il ne trouvait pas dans la complaisance de certains membres de la Communauté internationale une complicité implicite, un accord tacite ou du moins un laisser faire sans conséquence pour lui. Sinon comment peut-on expliquer l'impuissance ou du moins le manque de volonté ferme de la Communauté des nations civilisées à exiger du Rwanda le retrait inconditionnel du territoire congolais et à imposer au besoin par la coercition, conformément aux dispositions de la Charte des nations unies, le respect de l'intégrité du Congo comme elle a eu à le faire en 1991 lorsque l'Iraq occupa le Koweït ? Et la MONUC, quelle est sa raison d'être dans notre pays, si elle ne peut même pas user de son mandat pour remplir sa mission avec autorité et faire respecter l'application des résolutions ? A qui profitent l'instabilité politique au Congo, l'insécurité et les conflits interethniques dans nos terres orientales du Kivu et de l'Ituri ? Voilà quelques questions parmi tant d'autres qui doivent nous interpeller. La complaisance de la communauté internationale à l'égard du Rwanda ne surprend que des faibles d'esprit. En effet, le Rwanda a fait du regrettable génocide une cause existentielle, la raison d'être de son pouvoir, l'argument de toute sa diplomatie et de sa politique régionale. Par une propagande diplomatique intense et savamment bien orchestrée, par une exploitation indigne de l'horreur qui a frappé les populations Tutsies, les autorités rwandaises ont faussement convaincu une Communauté internationale affaiblie par ses erreurs d'appréciation, hantée par le spectre de sa gestion calamiteuse de la crise rwandaise en 1994, de notre pseudo culpabilité sur l'instabilité et l'insécurité de la région, et par conséquent du bien fondé de toute leur politique agressive sur un Congo-Zaïre atteint psychologiquement dans son identité intérieure, trahi par les siens, trahi par ses propres fils ou ceux qui prétendent l'être, meurtri et écrasé par la douleur de ses morts. On entretient la faiblesse structurelle du Congo pour justifier toute sorte d'interventionnisme dans notre pays. Je mets fraternellement en garde les autorités rwandaises, aiguillonnées par leur soif légitime de vengeance contre les Hutus génocidaires, du rôle néfaste qu'elles jouent dans l'arène politique congolaise, considéré par d'aucuns comme un acharnement contre l'existence même du Congo et déchaînera un jour, si l'on n'y prend pas garde, contre elles tous les esprits vengeurs d'une génération qui aura reconnu dans leur politique le projet de l'extinction de notre patrie. J'invite les autorités rwandaises à leur sens de l'histoire et de la responsabilité. Rien n'est perdu pour qu'elles reconsidèrent leur politique suicidaire. Le peuple congolais et le peuple rwandais sont condamnés de vivre ensemble dans un même espace régional. Si les autorités rwandaises feignent d'ignorer cette réalité existentielle,

au Congo nous ne l'ignorons pas. Aussi tout en vous demandant de combattre avec détermination leur attitude belliqueuse, je vous exhorte à ne pas vous laisser envahir par l'émotion et la haine.

Mes chers compatriotes, en ce moment où le Rwanda continue, de manière sournoise et avec la complicité de certains des nôtres et d'une certaine indifférence de la Communauté des nations civilisées, à détruire tout ce qui nous est cher, nous ne pouvons plus nous contenter d'un discours de dénonciation. Comment pouvons nous accepter l'humiliation infligée à notre patrie sans réagir? Pourquoi ce pacifisme suicidaire? Est-ce que notre Congo n'a pas une cause à défendre? Le message que je vous adresse ce jour a entre autres objectifs d'éclairer le combat aveugle où nous sommes et, par là, de rendre plus efficace ce combat de conscience et d'intelligence, en même temps un message de rassemblement et de résistance, un message d'éveil patriotique, de lutte contre l'inconscience et contre les diverses formes de violence que subissent les filles et les fils de notre chère patrie principalement dans nos terres orientales du Kivu et de l'Ituri. Nous devons nous rassembler au-delà de nos frontières idéologiques pour faire face à l'adversité. Le deuil que nous portons de trois millions de nos compatriotes morts depuis l'agression de notre pays en octobre 1996 doit nous faire prendre conscience sur cette amère vérité : quand un peuple comme le nôtre cesse, par suite de son manque absolu de pulsion de vie et d'instinct de conservation, de pouvoir être un allié actif dans ses relations avec les pays voisins, il tombe tout simplement au rang de peuple esclave et sa patrie éprouve le sort réservé à une colonie. L'extermination de tant de filles et fils du Congo quelles que soient leurs origines doit être un avertissement pour la nation afin qu'elle se souvienne toujours que de telles horreurs ne doivent plus jamais se renouveler. Les filles et les fils du Congo ne sont pas morts pour rien. Nous avons le devoir d'honorer leur mémoire. Ce pays, le nôtre, qui est aujourd'hui vaincu et occupé dans son âme, connaîtra la victoire grâce à votre détermination, il l'a connaîtra aussi et surtout par la révolte du corps et de l'esprit devant l'horreur de l'holocauste dans nos terres orientales du Kivu et de l'Ituri, comme partout dans la République. Nous sommes écrasés par la douleur de la mort de nos compatriotes, mais nous ne devons pas faiblir, l'espérance ne doit pas disparaître. Nous devons arrêter de pleurer et de demander toujours de l'aide à l'extérieur pour défendre notre cause. Si nous voulons sauver notre pays de sa disparition programmée, nous devons nous en tenir d'une façon inébranlable au but de notre politique régionale : assurer au peuple du Congo-Zaïre le territoire qui lui revient et un Etat fort. Et cette action est la seule qui devant Dieu et notre postérité congo-zaïroise, nous oblige à nous rassembler au delà de nos frontières idéologiques et partisans. Et si nous n'arrêtons pas cette transition politique stérile et incapable de défendre notre Congo, nous aurons encore devant nous de très longues années d'errance, d'humiliation et de souffrance.

Mes chers compatriotes, nous avons devant nous l'une des plus épouvantables épreuves que l'on puisse imaginer pour un peuple, pour une nation, pour une patrie. Nous avons encore devant nous de longs, de très longs mois de combat et de souffrance, il nous faut de la détermination, de l'abnégation et du courage nécessaires pour les surmonter. Il nous faudra puiser dans notre héritage la force que nos parents nous ont léguée depuis le 4 janvier 1959 pour engager une résistance contre cette monstruosité sans égale dans les sombres et désolantes annales du conflit entre le Rwanda et le Congo-

Zaire. Un seul mot doit être graver dans nos mémoires : la victoire du Congo sur toute forme de barbarie, la victoire à tout prix, la victoire en dépit de la terreur, la victoire, quelles que soient la longueur et la dureté, si long et dur que soit le chemin qui nous y mènera ; sans victoire, nous perdons le Kivu, sans le Kivu le Congo entité souveraine n'existe pas, sans la victoire, il n'y a pas de survie pour le Congo. Mais, sans armée, il n'y a pas de victoire pour le Congo. Sans armée, nous ne pouvons pas conclure une paix avec le Rwanda. Or le Congo d'aujourd'hui n'est pas un Etat qui dispose d'une véritable armée nationale et ce, malgré quelques timides efforts fournis çà et là. C'est une cohabitation des factions armées aux cultures et doctrines militaires hétéroclites, répondant à la logique de composante politique chère au système 1+4 et nuisible à la cohésion nationale, qui dispose de la nation.

Mes chers compatriotes, les déchirures sociales qui résultent de la situation politique de notre pays ont atteint un seuil qui doit nous alarmer : je pense qu'il y a désormais urgence. Aussi, afin de dénouer définitivement la situation qui s'enlise aujourd'hui de manière sournoise au détriment, notamment, des conditions d'existence des populations locales qui tendent à se détériorer considérablement, il est donc impérieux que nous reprenions l'initiative en RDC en mettant clairement en avant la défense de nos intérêts fondamentaux comme priorité. Et dans le cadre de la stratégie globale de stabilisation politique et militaire du Congo/Zaire et de pacification de la Région des Grands lacs, l'UNIR MN est en mesure de proposer à la Nation les dispositifs d'une logistique « politique » capable de restaurer le Congo-Zaire dans ses attributs et de répondre dans les temps aux aspirations fondamentales de notre peuple par des moyens appropriés. Aussi, dans cette perspective, j'annonce solennellement à la Nation que l'UNIR MN met à la disposition de la République sa branche armée pour répondre à l'appel de l'histoire. Actuellement, quelques milliers d'hommes de troupes et leur hiérarchie faisant partie de l'UNIR MN se tiennent prêts et attendent que les conditions du retour se précisent rapidement. Toutes les forces armées se reconnaissant de l'UNIR MN, où qu'elles se trouvent, ont puisé dans la prise de conscience des filles et fils du Congo-Zaire une nouvelle espérance, un nouveau courage. La conviction que maintenant l'armée doit se lever et s'organiser pour défendre la Nation s'est emparée de tous et ce, malgré les tergiversations et les compromissions politiciennes. Nous devons relever le défi et prouver à la face du monde qu'il est toujours possible de recréer des cendres des troupes dispersées, une armée nationale, forte, disciplinée et capable de remplir son double rôle : la protection des personnes et des biens et la sauvegarde de l'intégrité territoriale.

Mes chers compatriotes, quelle que soit la durée des ténèbres, la lumière apparaîtra au Congo-Zaire.

Frédéric Boyenga Bofala

Président de l'UNIR MN

www.unir-mn.org

Secrétariat général : 0032-(0)479.86.70.34